

unité départementale du Finistère

Quimper, le 12 SEP. 2023

2 rue de Kerivoal - CS 83037
29334 QUIMPER CEDEX

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BUNGE France

ZI Portuaire
rue de Yokosuka
29200 BREST

Références : ENV-D-23. 0375

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2023 de la société BUNGE implantée dans la zone industrielle portuaire de BREST. Cette partie « Contexte et constats est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUNGE
- ZI Portuaire rue de Yokosuka 29200 BREST
- Code AIOT dans GUN : 0005500609
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non
- IED - MTD

La société BUNGE exploite sur le port de Brest une installation de trituration de soja et de colza pour une capacité de 900 000 tonnes/an. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 janvier 2006, modifié par les arrêtés du 27 juin 2008, 15 janvier 2020, 7 juillet 2022 et 10 janvier 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N° du point de contrôle	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire*	Nature des suites administratives susceptibles d'être proposées à défaut de réponse de l'exploitant	Proposition de délais
1	Surveillance de la température des produits stockés	AM du 29/03/2004, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Nettoyage	AM du 29/03/2004, article 13		
5	Etat des silos bétons	APC du 15/01/2021, article 2.2		
6	Accès et circulation dans l'établissement	AP du 9/01/2006, article 7.3.1		

* AM : Arrêté Ministériel ; AP : Arrêté Préfectoral ; APC : Arrêté Préfectoral Complémentaire

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N° du point de contrôle	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire*
3	Entretien de l'installation/Système de dépoussiérage	AM du 29/03/2004, article 15
4	Vérification des automatismes de prévention et de réduction des risques	AP de Mise en Demeure du 08/06/2021, article 2
7	Mise en sécurité des silos céréaliers repérés R61 et R62	AP de Mesures Conservatoires du 08/06/2021, article 2
8	Rejets atmosphériques/Chaudière	APC du 07/07/2022, article 2

* AM : Arrêté Ministériel ; AP : Arrêté Préfectoral ; APC : Arrêté Préfectoral Complémentaire

N° 2 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Le jour du contrôle, le silo béton n°1 était en cours de vidange. La vidange est réalisée par la société Silonet qui intervient à l'intérieur des silos. L'exploitant a mis en place des géomembranes à l'intérieur des 5 silos béton afin de faciliter la vidange des silos et a déclaré tenir la fréquence de vidange des silos béton toutes les 5 semaines (prescription imposée à l'article 3-2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/01/2020). Il a déclaré que les poussières sous-cellules sont évacuées par les sociétés SARP ou ORTEC ; la fréquence de nettoyage n'est pas définie. C'est le responsable HSE qui appelle ces sociétés en fonction de l'état de propreté des galeries sous-cellules. Ce point ne fait donc pas l'objet d'une procédure précise. L'IIC rappelle que la fréquence de nettoyage dans les galeries sous-cellules doit être précisée dans les procédures d'exploitation.</p> <p>Par ailleurs, l'IIC a constaté la présence de poussières au-dessus d'un moteur dans la zone de préparation. L'IIC rappelle que la zone de préparation ainsi que la tour de manutention 301 (bien que aérée) doivent être considérées comme des zones ATEX étant donné que des poussières peuvent s'y accumuler.</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • veiller au nettoyage des moteurs et de tous les éléments susceptibles de créer des points chauds ; • mettre à jour le Document Relatif à la Protection contre les Explosions (DRPE).
Proposition de suites : Susceptible de mise en demeure (respect de prescription) à défaut de réponse de l'exploitant à l'observation ci-dessus.

N° 3 : Entretien de l'installation/Système de dépoussiérage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien de l'installation/Système de dépoussiérage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans la salle de contrôle située dans la zone de préparation, l'exploitant a déclaré contrôler les éventuels dysfonctionnements des systèmes de dépoussiérages et de transport sur écran à l'aide de couleurs qui diffèrent en fonction du type d'anomalie détectée. L'IIC a constaté que le visuel de l'écran est « chargé » et que plusieurs anomalies s'affichent avec des dates aberrantes. D'après l'exploitant ces anomalies sont courantes.</p> <p>Dans la zone de préparation, l'IIC a constaté la présence de 4 capteurs de départ de bande en bas de l'élévateur n°311 ainsi que 2 sondes de températures.</p>
Proposition de suites : Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé plusieurs écarts que l'exploitant n'a pas été en mesure de résorber immédiatement. Ces écarts ne sont pas majeurs. Ils nécessitent toutefois l'engagement d'actions correctives et préventives de l'exploitant afin d'en éviter la récurrence. L'exploitant présente néanmoins toujours des difficultés à classer les différents rapports de contrôle et à suivre les procédures de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de la température des produits stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de la température des produits stockés
Prescription contrôlée : [...] La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. [...]
Constats : En salle de contrôle, le responsable de fabrication et de la logistique a expliqué à l'IIC le fonctionnement du système de surveillance de la température des produits stockés. Les cinq silos béton contiennent chacun trois câbles verticaux munis de huit sondes par hauteur. Les températures sont visualisées sur un écran situé en salle de contrôle (située dans la zone de préparation). Les seuils de température à partir desquels des procédures doivent être enclenchées sont indiqués sur l'écran. Dès que la température dépasse un des seuils, une alarme visuelle apparaît sur l'écran. Les températures sont enregistrées toutes les 8 heures par les chefs de quart (il est indiqué la température la plus haute pour chaque cellule). L'IIC a constaté qu'à plusieurs reprises, les températures n'étaient pas enregistrées. Cet enregistrement permet de suivre l'évolution de la température des produits stockés et de détecter un éventuel point chaud. Ce suivi est effectué par le responsable de fabrication et de la logistique.
Proposition de suites : Susceptible de mise en demeure (respect de prescription) à défaut de réponse de l'exploitant à l'observation ci-dessus.

N° 4 : Vérification des automatismes de prévention et de réduction des risques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/06/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des automatismes de prévention et de réduction des risques
<p>Prescription contrôlée : La société BUNGE France [...] est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé relatives d'une part au contrôle et à la maintenance des dispositifs importants pour la sécurité et, d'autre part, à la conduite à tenir en cas d'indisponibilité de tout ou partie d'un tel dispositif [...].</p>
<p>Constats : L'exploitant a répondu par courriels en date du 8/07/2021 et du 5/11/2021. Il a transmis différents documents dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> la liste des Mesures de la Maîtrise des risques (MMR) impliquées dans les phénomènes dangereux, dont le niveau de risque est classé "intermédiaire", identifiés dans l'étude des dangers mise à jour en 2020. Il y est indiqué les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> périodicité et la date des contrôles des MMR ; date des tests de fonctionnement effectués et dates prévues (pendant l'arrêt technique) ; procédure en cas de dysfonctionnement. <p>L'exploitant a transmis les différents rapports de contrôle se rattachant à cette liste.</p> <p>Par sondage, l'IIC a "regardé" le rapport concernant les tests effectués dans l'atelier d'extraction : deux tests "déluge" et "mousse" y ont été effectués par les sociétés ADMPI et Bunge. Lors des essais, plusieurs anomalies ont été détectées. D'après le plan d'actions détaillé dans le compte-rendu du 2/11/2021, le tuyauteries incendie devaient être démontées pour être débouchées et les manomètres devaient être repositionnées aux points les plus défavorables avant fin octobre 2022. Par courriel en date du 25/04/2023 a transmis la facture de la société ADMI. La pose des manomètres est explicite mais pas le démontage de la tuyauterie. L'exploitant a précisé qu'il n'y avait pas de rapport disponible malgré la demande qui a été faite à la société ADMPI. Par courriel en date du 7 août 2023, l'exploitant a confirmé que tous les travaux avaient été effectués et à préciser avoir changé de prestataire, et que lors du prochain arrêt technique, une vérification globale de la situation du site sera réalisée.</p>
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Etat des silos bétons

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/01/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des silos bétons
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la bonne tenue de la structure du silo par un organisme compétent. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de contrôle.</p>
<p>Constats : Lors du contrôle de l'IIC de 2022, l'exploitant avait indiqué avoir effectué des réparations sur les silos béton. Afin de s'assurer de la bonne tenue des silos, il appartenait à l'exploitant de refaire appel au même organisme afin qu'il puisse justifier du caractère suffisant des travaux effectués sur les silos béton. Par courriel en date du 25/04/2023, l'exploitant a déclaré qu'il essayait de planifier une intervention avec la société Sixence. Il a transmis les courriels d'échanges entre la société Sixence et la société BUNGE datant de fin 2022.</p>
Proposition de suites : Susceptible de mise en demeure (respect de prescription) à défaut de réponse de l'exploitant à l'observation ci-dessus.

N° 6 : Procédures d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 9/01/2006, article 7.3.1
Thème(s) : Accès et circulation dans l'établissement
Prescription contrôlée : Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
Constats : Lors du contrôle, l'IIC a constaté la présence d'un conteneur contenant de l'huile minérale à proximité immédiate des silos béton. L'exploitant a déclaré que l'huile minérale est utilisée au niveau de l'extracteur. Ce conteneur est susceptible d'entraver l'intervention des services d'incendie et de secours.
Proposition de suites : Susceptible de mise en demeure (respect de prescription) à défaut de réponse de l'exploitant à l'observation ci-dessus.

N° 7 : Mise en sécurité des silos céréaliers repérés R61 et R62

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 08/06/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité des silos céréaliers repérés R61 et R62
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de notification du présent arrêté, l'échéancier de réalisation des opérations requises pour mettre en sécurité les silos céréaliers repérés R61 et R62.
Constats : Par courrier en date du 11/06/2021, l'exploitant avait informé l'IIC que le silo n°62 (le plus corrodé) était consigné et la trappe démontée. Lors du contrôle de l'IIC en 2022, l'IIC avait constaté que le silo n°62 n'apparaissait plus sur le système de sélection informatique. L'exploitant a choisi de remettre en état le silo n°66 avant le silo n°61 ; il avait déclaré en 2022 que la réfection des silos N°61 et 63 devait être terminée pour septembre 2023. Le jour du contrôle, l'exploitant a déclaré que les silos 61 et 63 étaient actuellement en cours de réfection ; les travaux sur le silo 61 doivent être terminés pour fin 2023 et, sur le silo 63 pour mi 2024. L'IIC note que les travaux ont pris du retard.
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rejets atmosphériques/Chaudière

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/07/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques/Chaudière
Prescription contrôlée : Les rejets issus de la chaudière outdoor doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux : <ul style="list-style-type: none">• NOx : 100 mg/Nm₃ et 3 Kg/h• CO : 100 mg/Nm₃ et 3 Kg/h
Constats : D'après le rapport de l'APAVE n°100042750-001-01 datant du 27/02/2023, les résultats de mesures des rejets issus de la chaudière sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• NOx : 97 mg/Nm₃ et 1,01 kg/h ;• CO : 0,4 mg/Nm₃ et 0,0045 kg/h. Les résultats sont conformes. Cependant, il est à noter que les concentrations mesurées pour les NOx sont légèrement inférieures à la valeur limite.
Proposition de suites : Sans objet